Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1852

Rubrik: [Impressum]

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Réchauffement climatique: l'attentisme coupable d'Economiesuisse

Quand les milieux économiques menacent la compétitivité des entreprises et la prospérité du pays

Jean-Daniel Delley (9 janvier 2010)

On peut apprécier de manière différente les résultats du sommet de Copenhague. Décevants parce qu'aucune décision contraignante n'a été prise. Encourageants parce que la nécessité d'agir est maintenant reconnue (DP 1850). Mais rien ne justifie l'attentisme préconisé par Economiesuisse et relayé par les partis bourgeois.

Le Conseil fédéral veut aller de l'avant en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de 20 à 30% – en tenant compte des décisions de l'Union européenne – d'ici 2020. Economiesuisse, prétextant l'absence d'objectifs contraignants sur le plan international, refuse que la Suisse prenne des engagements nouveaux. Il suffit que notre pays proroge sa politique actuelle. Il sera assez tôt de revoir nos objectifs lorsque la communauté internationale aura trouvé un accord sur la marche à suivre. Cette attitude attentiste est partagée par les radicaux et l'UDC, ainsi que par une partie de la députation démocrate-chrétienne. C'est dire que que le projet de nouvelle loi sur le CO_2 risque bien de capoter devant la commission compétente du Conseil national.

On peut débattre de l'importance de l'élévation de la température et de ses effets. Mais, d'un point de vue strictement économique, la nécessité de réduire notre dépendance à l'égard des énergies fossiles est indiscutable. Or seules des incitations financières substantielles permettront la généralisation de technologies innovantes, elles-mêmes génératrices de nouveaux emplois. Mais il s'agit de faire vite, alors que d'autres pays occupent déjà le terrain. De grandes entreprises dans le secteur bancaire et dans la distribution ont compris l'enjeu et conduisent une politique active de réduction de leur consommation énergétique. Economiesuisse préfère défendre les intérêts des secteurs industriels gourmands en énergie et qui croient se sauver en traînant les pieds.

L'organisation patronale manifeste ainsi son incompréhension des conditions auxquelles devra faire face l'économie helvétique. C'est donc à juste titre que la conseillère nationale socialiste Ursula Wyss a déclaré qu'*«Economiesuisse représente l'économie du passé»*.

Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public
p.a. Alex Dépraz – Chemin de Chandieu 10 – CH-1006 Lausanne – CP 10-15527-9 Lausanne